BIOclips+

Regard
sur l'industrie agroalimentaire

Mars 2004
Volume 7, numéro 1

Portrait récent des investissements en immobilisations dans l'industrie québécoise de la fabrication des aliments et boissons (1991-2002)

Par Pascasie Nikuze
Direction du développement de la transformation alimentaire et des marchés

SOMMAIRE

Cadre d'analyse 2

Évolution des investissements en immobilisations 2

Portrait détaillé des investissements de janvier 1998 à décembre 2002 (projets de 1 M$ et plus) 6

Direction des études économiques et d'appui aux filières

200, chemin Sainte-Foy, 10e étage
Québec (Québec) G1R 4X6

Téléphone : (418) 380-2101
Télécopieur : (418) 380-2164

Courriel : deeaf@agr.gouv.qc.ca

Internet : www.agr.gouv.qc.ca/publicat/promo/p_promo.html

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 1480-2120
04-0026

À la suite de la Conférence de l'agriculture et de l'agroalimentaire qui s'est tenue à Saint-Hyacinthe en mars 1998, le gouvernement du Québec et les représentants du milieu agricole et agroalimentaire ainsi que du milieu socio-économique ont convenu d'objectifs de développement à atteindre. Au chapitre des investissements à la ferme et en transformation alimentaire, la cible a été fixée à 7,5 milliards de dollars sur une période de 7 ans, soit une moyenne annuelle de 950 M$ au cours de la période 1999-2005. Au Rendez-vous de mi-parcours du Forum sur l'agriculture et l'agroalimentaire québécois en octobre 2001, l'industrie de la transformation alimentaire s'est fixé ses propres objectifs de développement sur 5 ans. En matière d'investissements, l'objectif a été établi à 2,25 milliards, soit une moyenne annuelle de 450 M$ sur la période 2001-2005[1]. Les deux rendez-vous ont mis l'accent sur les investissements comme moteur de croissance dans le secteur de la transformation alimentaire.

La présente analyse s'intéresse à l'évolution des investissements dans l'industrie de la transformation alimentaire en tant qu'indicateur du renouvellement du stock de capital physique (bâtiments, machines et matériel), lui-même considéré comme un facteur clé de la croissance de l'industrie. Dans un premier temps, elle dresse le portrait évolutif des investissements en immobilisations dans l'industrie québécoise depuis 1991, notamment en établissant une comparaison avec la province voisine, l'Ontario. Dans un second temps, elle trace le profil des investissements (de 1 M$ et plus) depuis 1998 en mettant l'accent sur le lieu de réalisation (c'est-à-dire la région administrative) et le secteur d'activité des projets, leur taille ainsi que leur nature.

[1] MAPAQ, L'industrie québécoise de la transformation alimentaire : synthèse des consultations régionales 2001 – Constats et engagements du Rendez-vous de mi-parcours, octobre 2001, p. 10-11.

106-05362/

Évolution des investissements en immobilisations

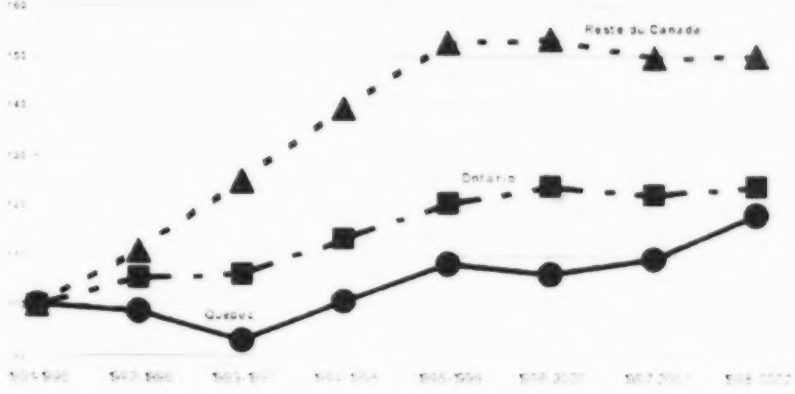
Retard du Québec par rapport à l'Ontario, mais rétrécissement de l'écart au cours de 1998-2002

Malgré une progression soutenue du niveau des investissements en immobilisations ces dernières années, **l'industrie québécoise de la fabrication des aliments et boissons continue d'accuser un retard par rapport à sa concurrente ontarienne à la fois en termes de niveau et de tendance**. Sur une base mobile de 5 ans, le niveau annuel moyen d'investissements est passé de 385,0 M$ au cours de la période 1991-1995 à 455,1 M$ au cours de 1998-2002 au Québec, ce qui représente un accroissement de 18,2 % (tableau 1.1 et figure 1.1). En Ontario, ce niveau est passé de 657,5 M$ à 814,1 M$, soit une augmentation de 24 %. Le niveau des investissements réalisés en sol québécois n'a jamais dépassé 60 % des investissements faits en sol ontarien : on constate une perte de vitesse au cours de la période 1991-1995 à 1996-2000 (passage de 58,5 % à 50,3 %), suivie par un regain d'activité significatif au cours de la période 1998-2002 (55,9 %) sans toutefois atteindre le niveau de 1991-1995.

La tendance des investissements semble avoir suivi celle des livraisons manufacturières. En effet, la valeur de ces dernières a progressé moins rapidement au Québec (26,3 %) qu'en Ontario (44,1 %) pendant la période 1992-1996 à 1998-2002[3].

Figure 1.1

Évolution du niveau annuel moyen d'investissements en immobilisations dans l'industrie de la fabrication des aliments et boisssons, Québec - Ontario - Reste du Canada, 1991-1995=100



Source : Enquête annuelle sur les manufactures, Statistique Canada.

Statistique Canada, Enquête annuelle sur les investissements manufacturiers.

Cadre d'analyse

Les dépenses brutes en immobilisations correspondent au coût de tous les nouveaux bâtiments, des travaux d'ingénierie, du matériel et de l'outillage dont la vie utile dépasse normalement un an et qui sont comptabilisés à des comptes d'immobilisations[2]. Faites à des fins de remplacement, de location ou autres, elles excluent les dépenses d'entretien et de maintien. Les données analysées proviennent de trois sources : Statistique Canada et l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) pour ce qui est des données officielles (1991-2002); revue de presse du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) et du ministère du Développement économique et régional (MDER) (firme E&B Data) pour les projets d'investissements de 1 M$ et plus annoncés de janvier 1998 à décembre 2002; conseillers régionaux du MAPAQ pour ce qui est de la nature des projets.

Tableau 1.1

Niveau annuel moyen d'investissements en immobilisations dans l'industrie de la fabrication des aliments et boissons, Québec, Ontario et reste du Canada, 1991-1995 à 1998-2002 (en M$)

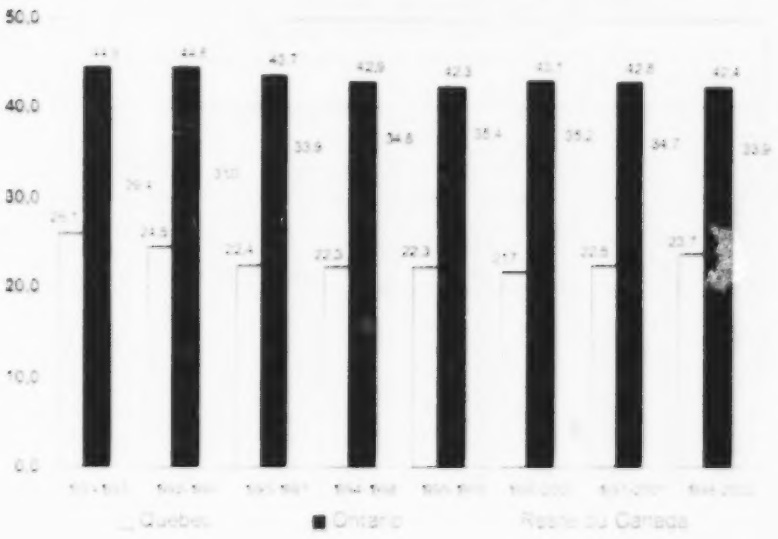
	1991-1995	1992-1996	1993-1997	1994-1998	1995-1999	1996-2000	1997-2001	1998-2002
Québec	385,0	380,7	357,7	387,8	416,6	409,2	420,9	466,1
Ontario	657,5	693,8	697,5	746,2	791,9	813,9	802,0	814,1
Reste du Canada	434,3	482,6	541,6	606	661,8	665	649,5	651,3

Source : Statistique Canada, compilations effectuées par le MAPAQ.

Figure 1.2

La part du Québec dans le Canada diminue

Part (%) des investisssements canadiens en immobilisations dans l'industrie de la fabrication des aliments et boissons, Québec,Ontario et Reste du Canada, 1991-1995 à 1998-2002



Source : Statistique Canada, compilations effectuées par le MAPAQ.

À l'instar de l'Ontario, **le Québec n'a jamais repris la part canadienne qu'il détenait en 1991-1995**. La figure 1.2 montre qu'en 1998-2002 il accusait un recul de 2,4 points sur sa part canadienne de 1991-1995, soit une perte presque identique à celle de l'Ontario (recul de 2,1 points), ce qui indique un déplacement des investissements vers le reste du Canada. Au premier abord, ce recul pourrait s'expliquer en partie par l'évolution des livraisons manufacturières des deux provinces. En effet, le poids des deux industries (le tabac compris) dans l'ensemble canadien a un peu fléchi entre 1992-1996 et 1998-2002 (de 24,4 % à 23,2 % au Québec, de 42,1 % à 41,7 % en Ontario).

Comparativement au secteur manufacturier, une situation de sous-investissement qui perdure malgré les efforts déployés au cours de 1998-2002

L'effort d'investissement (mesuré par le ratio investissements/livraisons manufacturières[2]) de l'industrie québécoise de la fabrication des aliments et boissons est demeuré inférieur à celui déployé par le reste du secteur manufacturier au cours de la période 1992-1996 à 1998-2002 (figure 1.3). Pour chaque 100 $ de livraisons, l'industrie québécoise de la transformation investissait un montant d'environ 3 $ contre 5 $ environ dans le reste du secteur manufacturier. Ce constat est aussi vrai pour l'Ontario (environ 3 $ contre 3,5 $ à 3,9 $ au cours de la période 1997-2002) et le reste du Canada (de 2,6 $ à 2,8 $ contre 5,5 $ à 5,9 $ au cours de la même période).

L'évolution des investissements de l'industrie par rapport à l'ensemble manufacturier présente deux phases (figure 1.4) : une **décroissance** (plus prononcée en Ontario) de la part détenue au cours de la période 1991-1997 suivie par une **stabilité relative** de 1998 à 2003.

Figure 1.3

Taux d'investissements (investissements/livraisons), **industrie des aliments et boissons versus secteur manufacturier, Québec, 1992-96 à 1998-2002**

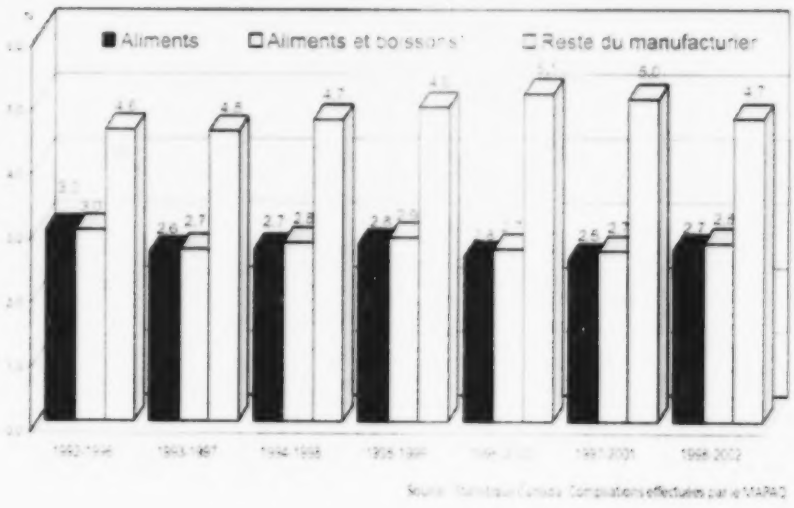
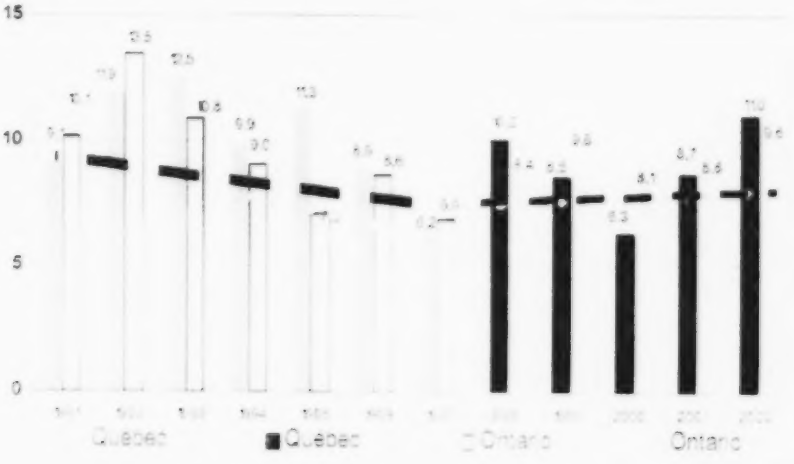


Figure 1.4

Part (%) d'investissements en immobilisations dans le secteur manufacturier détenue par la fabrication des aliments et boissons, 1991 à 2002



Répartition sectorielle des investissements : engouement pour les produits de sucre et confiseries

Au cours des cinq dernières années (1998-2002), quatre branches d'activité de l'industrie québécoise de la fabrication des aliments se sont partagé un peu plus de 70 % de la valeur totale des investissements (tableau 1.2). Il s'agit respectivement des boissons, des produits laitiers, des produits de sucre et confiseries et des produits de viande. L'ampleur des investissements dans la branche « produits de sucre et confiseries » dépasse nettement son importance pour ce qui est des livraisons (15 % contre 2 %).

Tableau 1.2

Investissements en immobilisations dans l'industrie de la fabrication des aliments et boissons, par branche d'activité, Québec, 1998-2002, (M$)

Secteurs et branches d'activité	1998	1999	2000	2001	2002	Total 1998-2002 M de $	%	Moyenne 1998-2002	Part des livraisons 1998-2002
311 Fabrication d'aliments	342.1	373.3	312.6	329.8	338.5	1696.3	75%	339.3	77 %
3111 Fabrication d'aliments pour animaux	34.0	17.6	13.5	20.5	9.8	95.4	4 %	19.1	8 %
3112 Mouture de céréales et de graines oléag.		5.0	2.6	2.2	2.9	14.3	1 %	3.6	3 %
3113 Fabrication de sucre et de confiseries	34.6	86.3	66.6	29.9	81.7	335.3	15 %	67.1	2 %
3114 Mise en conserve de fruits et de légumes	25.3	16.9	24.9	56.0	18.0	141.1	6 %	28.2	5 %
3115 Fabrication de produits laitiers	94.8	91.3	68.8	72.8	53.6	376.1	17 %	75.2	25 %
3116 Fabrication de produits de viande	83.6	68.8	47.1	59.8	39.9	318.8	14 %	63.8	22 %
3117 Prép. et cond. de poissons et de fruits de mer		13.5	3.0	5.4	6.2	24.1	1 %	6.0	2 %
3118 Bou.angeries et fabrication de tortillas	45.0	51.8	54.4	61.9	62.8	225.2	10 %	45.0	7 %
3119 Fabrication d'autres aliments	13.8	22.7	29.7	19.1	13.7	80.5	4 %	16.1	3 %
3121 Fabrication de boissons	153.4	118.9	88.5	106.9	112.4	579.1	25 %	115.8	23 %
Fabrication d'aliments et boissons	495.5	492.2	401.1	436.8	450.9	2275.4	100%	455.1	100 %

Portrait détaillé des investissements de janvier 1998 à décembre 2002

(projets de 1 M$ et plus)

Cette section concerne exclusivement des projets de 1 M$ et plus visant notamment la consolidation, l'expansion ou l'implantation d'entreprises déjà existantes. Une grande part des projets de démarrage d'entreprises, plus fréquents dans la tranche de moins de 1 M$, n'est pas prise en compte. L'information examinée **a été tirée de la revue de presse écrite** compilée par le MAPAQ et le MDER (firme E & B Data). Celle-ci porte exclusivement sur les **projets annoncés** (plutôt que réalisés), car les données sont plus simples à recueillir. Sans être exhaustive[1], la revue de presse offre un bon aperçu sur la région administrative, la branche d'activité concernée, la taille ainsi que la nature des projets.

2.1 Constats d'ensemble

De janvier 1998 à décembre 2002,

- Au moins 226 **projets** d'investissements (de 1 M$ et plus) **ont été** annoncés dans la presse écrite québécoise (tableau 2.1). Ces projets seraient l'œuvre de quelque 180 promoteurs (**différents**), ce qui représente environ 32 % des propriétaires d'établissements réalisant un chiffre d'affaires de 5 M$ et plus (ICRIQ, janvier 2004).
- Ces projets d'investissements totalisent **environ 1,7 milliard de dollars**, soit 74 % de la valeur des investissements recensés par Statistique Canada. En outre, 70 % de cette valeur est allée exclusivement aux bâtiments (agrandissement/rénovation/nouvelle construction de bâtiments), 23 % en acquisition/modernisation de machines et équipement, et 7 % aux deux.

Tableau 2.1

Projets d'investissements de 1 M$ et plus annoncés dans l'industrie québécoise de la fabrication des aliments et boissons, de 1998 à 2002

	1998	1999	2000	2001	2002**	Total	Moyenne
Nombre de projets annoncés	50	54	50	49	23	226	45
Valeur totale des projets (M$)	358,8	371,25	347,45	307,6	274,5	1 660,9	332,18
Taille moyenne de projet (M$)	7,2	6,9	6,9	6,3	11,9	7,3	

2.2
Répartition sectorielle des investissements : produits de sucre et confiseries au premier rang, mais produits laitiers sous-représentés

Au chapitre de la répartition des investissements par branche d'activité, quatre branches (les mêmes que celles trouvées dans la section précédente à l'exception des produits laitiers, mais dans un ordre différent) se démarquent des autres, accaparant plus des deux tiers (68 %) de la valeur totale des projets (tableau 2.2). L'industrie du sucre et des confiseries se classe au premier rang suivie par les boissons, les produits de viande et de la boulangerie. Le reste des branches d'activité se partage presque le tiers (32 %) des investissements.

La faible représentation des projets de 1 M$ et plus dans les produits laitiers, second secteur de transformation alimentaire au Québec au chapitre des livraisons, après les produits de viande, pourrait à première vue surprendre. Elle s'expliquerait notamment par le climat d'incertitude créé par la saturation de la demande intérieure des produits laitiers, le contingentement de la production de lait et l'accès limité aux marchés d'exportation en vertu des engagements pris à l'OMC (les exportations ont baissé de 23 % entre 1998 et 2002). Ce contexte aurait favorisé la stratégie de croissance basée sur les fusions/acquisitions pour s'approprier une plus grande part de marché plutôt que sur des investissements massifs en immobilisations ou en achats de machines et de matériel.

Tableau 2.2

Répartition des projets d'investissements de 1 M$ et plus annoncés de 1998 à 2002 selon la branche d'activité

Code SCIAN	Branche d'activité	Nombre de projets	Valeur totale des projets en M$	Valeur totale des projets %	Taille moyenne (en M$)
3113	Sucre et confiseries	10	331,2	**19,9**	33,1
3121	Boissons	23	323,6	**19,5**	14,1
3116	Produits de viande	42	292,6	**17,6**	6,9
3118	Boulangerie	38	179,1	**10,8**	4,7
3114	Fruits et légumes	23	132,8	**8,0**	5,8
31199	Tous les autres aliments	22	121,7	**7,3**	5,5
3115	Produits laitiers	20	105,9	**6,4**	5,3
3112	Mouture de céréales	16	95,6	**5,8**	6,0
3111	Aliments pour animaux	11	27,1	**1,6**	2,5
3117	Poissons et fruits de mer	10	23,6	**1,4**	2,4
31191	Aliments à grignoter	2	9	**0,5**	4,5
31192	Thé et café	2	8,6	**0,5**	4,3
31193	Sirops et concentrés aromatisants	4	5,7	**0,3**	1,4
31194	Assaisonnements et vinaigrettes	3	4,4	**0,3**	1,5
311 – 3121	**Aliments et boissons**	226	1660,9	100,0	7,3

Source : Ministère du Développement économique, du Commerce et de l'Exportation du Québec.

2.3 Répartition régionale des investissements : performance remarquable pour l'Abitibi-Témiscamingue

De façon générale, la répartition régionale (tableau 2.3) de la valeur totale des projets annoncés permet de diviser les régions en trois catégories.

Dans la première catégorie se trouvent la région de ***Montréal*** (520,55 M$) et de la ***Montérégie*** (408,1 M$) qui se partagent plus de la moitié de la valeur des projets. Comme on pouvait s'y attendre, ces deux régions occupent également les deux premiers rangs au chapitre de la part de livraisons manufacturières de l'industrie québécoise de la transformation alimentaire, avec respectivement 40 % et 21 % pour l'année 2001. Deux branches d'activité de la région de Montréal ont attiré de gros projets d'investissements (10 M$ et plus) : les produits de sucre et confiseries (48 % des investissements totaux de la région, par Kraft Canada, Sucre Lantic et Mutibar Foods) et les brasseries (20 % des investissements totaux de la région, par les brasseries Molson Labatt et McAuslan).

Trois branches se sont démarquées en Montérégie. Il s'agit des produits de viande (35 % des investissements annoncés dans la région, par Cargill Foods, Groupe F. Menard et Olymel), des produits de chocolat par Barry Callebaut Canada (19 %) et des produits laitiers (12 % par Aliments Delisle et Aliments Ultima).

Dans le deuxième groupe, on retrouve l'***Abitibi-Témiscamingue*** (130,3 M$), la ***Capitale-Nationale*** (109,85 M$), les ***Laurentides*** (104,0 M$) et la ***Chaudière-Appalaches*** (93,1 M$). Fait surprenant, ces quatre régions représentent seulement 18 % des livraisons manufacturières de l'industrie en 2001 mais ont investi plus du quart du montant total (26,5 %). La performance extraordinaire de l'Abitibi-Témiscamingue est essentiellement attribuable à deux projets d'investissements dans l'embouteillage de l'eau par la Société des eaux vives Harricana (propriété majoritaire de Parmalat) (53 % des investissements de la région, soit 37 M$ en 1999 et 32,5 M$ en 1998) et par un projet dans les boissons gazeuses par Parmalat en 2001 (39 %). Ensemble, les trois projets représentent 92,4 % des investissements totaux de la région.

Parmi le reste des régions (11 au total) dont le montant annoncé oscille entre 3,8 M$ et 66,3 M$) figurent entre autres le Centre-du-Québec qui occupait pourtant en 2001 le quatrième rang des livraisons de l'industrie (6,6 %).

Tableau 2.3

Répartition des projets d'investissements de 1 M$ et plus annoncés de 1998 à 2002 par région administrative

Régions administratives	Nombre de projets	Valeur totale des projets			% livraisons manufacturières de l'industrie en 2001 (Total de 17 620,5 M$)
		M$	%	Taille moyenne (en M$)	
Montréal	33	520,55	31,3	15,8	40,4 %
Montérégie	51	408,1	24,6	8,0	20,9 %
Abitibi-Témiscamingue	8	130,3	7,9	16,3	0,7 %
Capitale-Nationale	23	109,85	6,6	4,8	3,9 %
Laurentides	18	104,0	6,3	5,8	3,6 %
Chaudière-Appalaches	21	93,1	5,7	4,4	10 %
Bas-Saint-Laurent	12	66,3	4,0	5,5	2,9 %
Centre-du-Québec	9	58,0	3,5	6,4	6,6 %
Lanaudière	6	36	2,2	6,0	2,5 %
Mauricie	5	36	2,2	7,2	1,4 %
Estrie	5	27,7	1,7	5,5	1,8 %
Saguenay–Lac-Saint-Jean	3	26	1,6	8,7	2,2 %
Outaouais	3	24,9	1,5	8,3	1,2 %
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	3	14	0,7	4,7	0,9 %
Côte-Nord	1	7,6	0,2	7,6	
TOTAL	221	665,4	100,0	7,3	100 %

2.4
Répartition des projets selon la taille : la plupart sont de petite taille

Presque les deux tiers des projets (144) annoncés au cours de 1998-2002 sont de petite taille (moins de 5 M$), tandis que le reste (82) se répartit également entre la moyenne (de 5 à 10 M$) et la grande taille (plus de 10 M$) (tableau 2.4). Cependant, les 41 (ou 18 %) ***projets de grande taille représentent à eux seuls presque les deux tiers*** (65,2 %) ***de la valeur totale des projets***, soit 1 082,6 M$ sur 1 660,9 M$. Ces gros projets sont concentrés dans les quatre branches d'activité qui mènent le bal au chapitre des investis-sements totaux. Les promoteurs des gros projets sont majoritairement de propriété étrangère : Kraft Canada et Barry Callebaut Canada dans les confiseries; Breuvages Nora (acheté par Danone) et Eaux vives Harricana (propriété de Parmalat) dans l'embouteillage d'eau; Cargill Foods dans la viande; Boulangerie Weston et Maison Cousin dans la boulangerie, etc. Presque les deux tiers des gros projets annoncés l'ont été à Montréal et en Montérégie (tableau 2.5).

Tableau 2.4

Projets d'investissements en immobilisations dans la fabrication des aliments et boissons, 1 M $ et plus, selon la branche d'activité et la taille, Québec, 1998-2002

Branche d'activité		Taille	Nombre de projets	Valeur totale des projets (M $)
3111	Aliments pour animaux	5 à 10 M$	2	12,0
		Moins de 5 M$	9	15,1
		Sous-total	**11**	**27,1**
3112	Mouture de céréales	Plus de 10 M$	1	20,0
		5 à 10 M$	7	54,2
		Moins de 5 M$	8	21,4
		Sous-total	**16**	**95,6**
3113	Sucre et confiseries	Plus de 10 M$	7	328,2
		Moins de 5 M$	3	3,0
		Sous-total	**10**	**331,2**
3114	Fruits et légumes	Plus de 10 M$	4	54,4
		5 à 10 M$	6	43,6
		Moins de 5 M$	13	34,6
		Sous-total	**23**	**132,8**
3115	Produits laitiers	Plus de 10 M$	3	61,9
		5 à 10 M$	1	8,5
		Moins de 5 M$	16	35,6
		Sous-total	**20**	**106,0**
3116	Produits de viande	Plus de 10 M$	6	198,1
		5 à 10 M$	7	42,7
		Moins de 5 M$	29	53,8
		Sous-total	**42**	**292,6**
3117	Poissons et fruits de mer	5 à 10 M$	1	9,0
		Moins de 5 M$	9	14,6
		Sous-total	**10**	**23,6**
3118	Boulangerie	Plus de 10 M$	5	88,0
		5 à 10 M$	6	35,1
		Moins de 5 M$	27	56,0
		Sous-total	**38**	**179,1**
31191	Aliments à grignoter	5 à 10 M$	1	8,0
		Moins de 5 M$	1	1,0
		Sous-total	**2**	**9,0**
31192	Thé et café	Moins de 5 M$	2	8,6
31193	Sirops et concentrés aromatisants	Moins de 5 M$	4	5,7
31194	Assaisonnements et vinaigrettes	Moins de 5 M$	3	4,4
31199	Tous les autres aliments	Plus de 10 M$	5	72,5
		5 à 10 M$	2	16,3
		Moins de 5 M$	15	32,9
		Sous-total	**22**	**121,7**
3121	Boissons	Plus de 10 M$	10	261,3
		5 à 10 M$	6	50,0
		Moins de 5 M$	5	12,3
		Sous-total	**23**	**323,6**
		TOTAL	**226**	**1660,9**
		Plus de 10 M$	*41*	*1082,6*
		5 à 10 M$	*41*	*275,6*
		Moins de 5 M$	*144*	*302,7*

Région administrative	Taille	Nombre de projets	Valeur totale des projets (M $)
	Sous-total	8	130.3
	Sous-total	12	66.3
	Sous-total	23	109.65
	Sous-total	13	58.4
	Sous-total	23	94.4
	moins de 5 M$ (sous-total)	2	1.8
	Sous-total	8	24.9
	Sous-total	4	12.1
	Sous-total	9	36.2
	Sous-total	18	104
	Sous-total	7	36
	Sous-total	5	29
	Sous-total	91	408.1
	Sous-total	33	520.55
	Sous-total	10	27
	TOTAL	226	1660.9

Conclusion

Au terme de cette analyse, trois constats méritant d'être soulignés concernant l'évolution des investissements depuis 1991 :

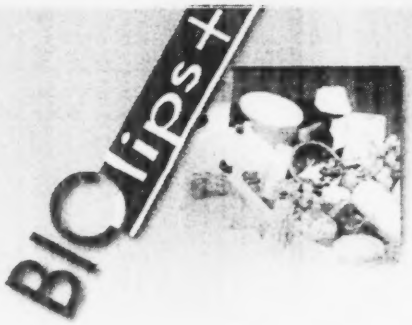
- un retard (en ce qui concerne le niveau, la tendance et la part canadienne détenue) de l'industrie québécoise sur sa voisine ontarienne jumelé avec un déplacement des investissements vers le reste du Canada, quoique la période 1998-2002 semble marquer un regain d'investissements;
- une situation de sous-investissement (en termes de taux d'investissement) par rapport au reste du secteur manufacturier québécois mais qui a tendance à se stabiliser depuis 1998 (en termes de part détenue dans l'ensemble manufacturier), mais cela semble aussi être le cas en Ontario et dans le reste du Canada;
- des investissements plus importants dans les produits de sucre et confiseries, une branche d'activité dont les matières premières proviennent essentiellement de l'extérieur.

Par ailleurs, l'examen plus détaillé des investissements de 1 M$ et plus annoncés entre 1998 et 2002, qui représentent 74 % du montant recensé par Statistique Canada, a mis en évidence des éléments structurels qui expliquent la dynamique des investissements au Québec :

- il confirme la concentration des investissements dans les régions de Montréal et de la Montérégie, et révèle certains faits étonnants, à savoir la performance de l'Abitibi-Témiscamingue et de l'industrie du sucre et des confiseries, et la sous-représentation de l'industrie des produits laitiers;
- il montre en outre la fréquence élevée des projets de petite taille (moins de 5 M$) ainsi que la prépondérance de la propriété étrangère parmi les promoteurs des projets de 10 M$ et plus.

Au-delà des éléments structurels, comment expliquer de tels résultats pour le Québec? Selon les récentes études réalisées par KPMG[1], le Québec offre des coûts d'implantation d'une usine de transformation alimentaire les plus bas en Amérique du Nord. Pourquoi n'arrive-t-il pas à tirer profit de cet avantage concurrentiel? Dans quelle mesure d'autres facteurs liés à l'environnement externe de l'entreprise tels que la disponibilité et les compétences de la main-d'œuvre, l'accès aux marchés et la réglementation ont-ils exercé une influence?

[1] KPMG, Choix concurrentiels : comparaison des coûts en Amérique du Nord, en Europe et au Japon, édition du QT - 2002.



Quelques références :

Statistique Canada. Enquête mensuelle sur les livraisons manufacturières, 1992-2002.

Industrie Canada : http://strategis.ic.gc.ca/frndoc/main.html

Statistique Canada. Investissements publics et privés, 1991-2002

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. L'industrie québécoise de la transformation alimentaire : synthèse des consultations (août-septembre 2001) – Consensus et engagements du Rendez-vous de mi-parcours (octobre 2001), p. 10-11.

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Profil régional de l'industrie bioalimentaire du Québec. Estimation pour 2001.

ICRIQ) [http://www.icriq.com/fr/]. (janvier 2004).

Agriculture et Agroalimentaire Canada. Revue du marché des produits laitiers, 2002

KPMG. *Choix concurrentiels : comparaison des coûts en Amérique du Nord, en Europe et au Japon*, édition du G7 - 2002.

Déjà parus

Vol. 4, N° 1 :	Janvier 2001	La charcuterie au Québec : quelques points de repère
Vol. 4, N° 2 :	Mars 2001	Spécial Sial Écho des tendances dans le secteur agroalimentaire
Vol. 4, N° 3 :	Mai 2001	Les stratégies d'internationalisation dans la transformation alimentaire au Québec : une analyse de cas
Vol. 4, N° 4 :	Octobre 2001	Agroalimentaire : fusions et acquisitions des raisons et des impacts
Vol. 5, N° 1 :	Février 2002	Les services alimentaires : un menu diversifié à découvrir
Vol. 5, N° 2 :	Avril 2002	Transformation alimentaire et exportation : un duo gagnant
Vol. 5, N° 3 :	Juin 2002	Alimentation : le profil du consommateur et de ses habitudes
Vol. 5, N° 4 :	Décembre 2002	Intégration et coordination verticales dans la distribution alimentaire : les expériences d'intervenants majeurs
Vol. 6, N° 1	Juin 2003	L'industrie des aliments et boissons : un stabilisateur économique
Vol. 6, N° 2	Septembre 2003	Le consommateur québécois et ses dépenses alimentaires
Vol. 6, N° 3	Décembre 2003	L'avenir de la restauration face à la baisse de main-d'oeuvre

Agriculture, Pêcheries et Alimentation
Québec